



Hausse de la mortalité des migrants qui tentent d'entrer en Europe par la Méditerranée

Par [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2014

wsws.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

En octobre dernier, le monde a vu avec horreur les cercueils de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants disposés dans un hangar de l'aéroport de l'île italienne de Lampedusa.

360 personnes étaient mortes dans des circonstances horribles, noyées au large de l'île après que leur navire a chaviré. La plupart de ceux qui sont morts venaient d'Érythrée et de Somalie, ils tentaient d'entrer en Europe en risquant cette traversée maritime dangereuse. Ils fuyaient les conditions terribles qu'ils connaissaient chez eux dans l'espoir d'une vie meilleure en Europe.

À la suite de cette tragédie, il y a eu de nombreuses lamentations et larmes de crocodiles de la part de l'élite politique et médiatique européenne, et la promesse qu'il serait mis fin à une situation aussi intolérable. La réalité est que ces outrages feints n'ont servi qu'à couvrir le fait qu'on rend l'Europe plus inaccessible que jamais à un nombre grandissant de migrants et de réfugiés prêts à tout risquer.

D'après José Angel Oropeza, Directeur de l'Organisation internationale pour les migrations, au moins 700 migrants se sont noyés en tentant de traverser la Méditerranée vers l'Italie en 2013. Il a affirmé, « nous ne sauront jamais le nombre exact, beaucoup plus doivent être morts en mer et ne seront jamais comptés. »

Ces morts sont devenus une réalité sinistre mais journalière. Des centaines d'autres migrants qui tentent la traversée sont déjà morts [cette année](#) [article en anglais] dans les circonstances les plus lamentables.

Le bilan le plus lourd cette année date du 6 mai, lorsqu'un bateau transportant 130 personnes a chaviré 30 minutes après son départ, à quelques kilomètres seulement des côtes libyennes. Au moins 44 corps ont été retrouvés et il en manque encore 33. La police des frontières libyenne n'a pu sauver que 52 migrants, ils venaient du Ghana, du Mali, du Burkina Faso, du Nigeria, du Sénégal et du Soudan.

Frontex, l'Agence de l'Union européenne qui s'occupe des frontières, a calculé que 42 000 migrants avaient été détectés sur les routes reliant l'Afrique du Nord à l'Italie cette année, dont 25 650 venant de Libye. Elle a aussi calculé qu'en y ajoutant les autres routes moins empruntées, le total pour les premiers mois de cette année est probablement de 60 000. Frontex estime que durant les quatre premiers mois de cette année, le nombre de migrants arrivé en Italie a augmenté de 823 pour cent par rapport à 2013 pour la même période.

Un récent article de *l'Economist* posait la question de la raison pour laquelle tant d'Africains risquent leurs vies dans des traversées dangereuses de la Méditerranée afin d'atteindre l'Europe. Il tirait la conclusion que « la désertification et l'augmentation de la population vont au-delà de la productivité agricole dans la plus grande partie de la région aride du Sahel. Une récente résurgence des conflits en République centrafricaine, au Mali, au nord du Nigeria, en Somalie et au Sud-Soudan a continué à déplacer des millions de gens, poussant des hommes de plus en plus jeunes au Nord vers l'Europe [...] il n'est pas surprenant que la Méditerranée soit un point de ralliement. »

En conséquence d'une guerre civile de trois ans en Syrie, fomentée par les grandes puissances impérialistes, près de 3 millions de gens sont maintenant réfugiés. L'on s'attend à ce que des centaines de milliers de plus tentent la traversée au cours de la « saison des bateaux » à venir, et beaucoup rencontreront une fin horrible.

Lundi, le *Guardian* a cité les commentaires du maire de la ville italienne de Catania, Enzo Bianco. Bianco, un ex-ministre de l'intérieur italien, a déclaré que l'Europe était « confrontée à une colossale catastrophe humanitaire en préparation ; près de 800 000 personnes venant de la côte africaine sont prêtes à traverser la Méditerranée [...] Confrontée à ces cercueils, l'Europe doit décider [si elle veut] aussi enterrer avec eux nos consciences d'hommes civilisés. »

Le *Guardian* a affirmé que l'organisation des Nations unies chargée des réfugiés, le HCR, envisageait d'établir des « centres de rétention » en Afrique du Nord, et au Moyen-Orient, afin de réaliser un « traitement à grande échelle des migrants et des réfugiés en dehors de l'Europe, dans des pays comme l'Égypte, la Libye ou le Soudan. »

Il a cité les commentaires du directeur européen du HCR, Vincent Cochetel, qui a déclaré, « Nous ne serions pas complètement contre le traitement externe si certains garde-fous étaient en place ; le droit d'appel, une procédure équitable, et le droit de rester sur place pendant que l'appel a lieu. »

Mais le 3 juin, le HCR a nié les affirmations du *Guardian* et dit qu'il « n'envisage[ait] pas de »centres de rétention » comme une possibilité de répondre au défi posé par les réfugiés et les migrants qui risquent leur vie en mer. » Il travaillerait avec « les partenaires concernés » pour trouver « d'autres possibilités que ces voyages dangereux, comme la réinstallation, l'admission à titre humanitaire et les programmes de regroupement familial »

Tout cela n'est que du vent étant donné que l'Union européenne et ses « partenaires » gouvernementaux continuent à intensifier leur propagande anti-immigrés et à concevoir des politiques qui s'appuient spécifiquement sur le refus aux migrants du droit d'entrer en Europe. »

L'UE dépense des milliards d'euros pour un vaste réseau conçu pour empêcher que ses frontières soient traversées par des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile. 1,8 milliard d'euros a été dépensé pour le fonds consacré aux frontières extérieures entre 2007 et 2013. En décembre, elle a commencé à faire fonctionner le programme de surveillance des frontières européennes Eurosur.

L'objectif d'Eurosur est de surveiller les frontières externes de l'UE grâce à une série de drones, de systèmes de surveillance par satellite et d'autres ressources. L'information rassemblée est ensuite transmise à l'agence de protection des frontières Frontex, qui

coordonne les mesures d'interception des navires de migrants bien avant qu'ils n'atteignent l'Europe pour les forcer à faire demi-tour.

Le vice-Premier ministre grec, Evangelos Venizelos, a dit récemment, « la définition d'une politique d'immigration d'ensemble est l'une des principales priorités de [la présidence grecque de l'UE], ainsi que de la présidence italienne qui suivra la nôtre. » Le ministre de la marine marchande Miltiadis Varvitsiotis a abondé dans son sens, déclarant que les bureaux de traitement devraient être établis en Syrie ou en Turquie « pour examiner qui est éligible ou pas, avant que les gens ne montent dans les navires, mettent leur vie en danger et franchissent sans permission nos frontières. »

La « politique d'immigration » grecque consiste maintenant en une ceinture d'acier ; une véritable « marine » forte de 7000 garde-côtes patrouille l'Est de la Mer Égée pour empêcher l'entrée de ce qu'ils désignent comme 15 000 migrants sans papiers. Elle a également fermé ses frontières avec la Turquie par une barrière de barbelés de 10,5 kilomètres de long.

Une barrière de 30 kilomètres est en train d'être construite le long de la [frontière](#) [vidéo en anglais] turco-bulgare. D'après le gouvernement bulgare, près de 8000 personnes fuyant le conflit syrien sont entrées en Bulgarie depuis la Turquie à la recherche d'un refuge.

Amnesty International a prévenu à propos de ces décisions que, « avec pratiquement aucune voie sûre et légale vers l'Europe, les gens sont de plus en plus poussés vers les trafiquants, et sont contraints de risquer leurs vies sur des navires qui ne sont pas aptes à naviguer. »

Le *Guardian* a noté que « l'Italie avait juré de pousser la question des migrants en haut des priorités de l'agenda de l'UE quand elle prendrait la présidence en juillet. » Elle a cité les commentaires du ministre de l'intérieur Angelino Alfano qui a dit, « Durant la présidence européenne, l'Europe ne verra pas l'Italie frapper du poing sur la table, mais une Italie qui retournera la table. »

Pendant que des plans de « centres de rétention » gérés par l'ONU sont pour le moment formellement niés, de tels camps et des choses bien pires existent déjà dans un certain nombre de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La BBC a récemment [filmé](#) [vidéo en anglais] les conditions sordides, inhumaines dans un camp géré par le régime Libyen à Misrata. À la morgue locale, les corps de huit migrants par semaine remplissent les salles – contre seulement trois par an avant.

Les migrants qui entrent en Europe sont confrontés au même degré de brutalité de la part de l'Etat. Le mois dernier, trois camps de réfugiés qui contenaient des centaines de gens ont été pris d'assaut par la police anti-émeute à Calais en France, au prétexte qu'ils représenteraient une menace pour la santé et la sécurité publique.

En Grande-Bretagne, l'opération Centurion, une série de raids pendant deux semaines contre les travailleurs « illégaux » a commencé le 3 juin. Ces raids semblaient s'appuyer sur un ciblage spécifique des nationalités travaillant dans certaines industries.

Les détails sur les raids prévus ne sont devenus publics qu'après que l'*Anti-Raids Network*, un groupe activiste, a obtenu l'accès aux documents du gouvernement. L'un de leurs représentants a affirmé, « C'est une tentative claire de diaboliser les travailleurs immigrés

et de satisfaire l'agenda politique de droite sur l'immigration et l'UE. »

Robert Stevens

Article original, [WSWS](#), paru le 9 juin 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Robert Stevens](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : **[Robert Stevens](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca